

Citation style

Caire, Emmanuèle: Rezension über: Alain Duplouy, La prestige des élites. Recherches sur les modes de reconnaissance sociale en Grèce entre les Xe et Ve siècles avant J.-C., Paris: Belles Lettres, 2006, in: ~ Annales. Histoire, Sciences Sociales, 2009, 5 - Histoire ancienne, S. 1165-1167, DOI: 10.15463/rec.1189725006, heruntergeladen über Website

Annales

Histoire, Sciences Sociales

copyright

This article may be downloaded and/or used within the private copying exemption. Any further use without permission of the rights owner shall be subject to legal licences (§§ 44a-63a UrhG / German Copyright Act).

Alain Duploux

Le prestige des élites. Recherches sur les modes de reconnaissance sociale en Grèce entre les X^e et V^e siècles avant J.-C.

Paris, Les Belles Lettres, 2006, 418 p.

Les études consacrées aux élites grecques ont été grandement renouvelées ces dernières années par les spécialistes de l'histoire sociale, grâce à la confrontation des textes littéraires et des documents archéologiques, mais aussi avec le réexamen et la remise en cause de concepts longtemps utilisés par l'historiographie, tout particulièrement ceux de « noblesse » ou d'« aristocratie ». C'est dans cette double perspective que s'inscrit cet ouvrage consacré aux élites grecques entre les X^e et V^e siècles av. J.-C., dont Alain Duploux annonce ainsi l'objectif : « cerner la nature de cette élite et comprendre les relations qu'elle avait tissées avec l'ensemble de la société » (p. 11).

L'introduction, qui pose avec force les problèmes et les hypothèses discutés dans la suite de l'ouvrage, est particulièrement intéressante et pourrait être lue pour elle seule, à la fois comme exposé historiographique et comme discussion méthodologique. En examinant la façon dont l'historiographie moderne a abordé la question de la place des élites dans le monde grec, l'auteur montre comment l'utilisation de concepts comme « noblesse », « aristocratie », « classe dirigeante », « oligarchie », fortement connotés par des réalités sociales ultérieures, a conduit à considérer les élites comme un groupe fermé qui « rassemblerait tous les individus occupant une position politique sociale et économique dominante » (p. 12). À la démarche consistant à penser l'appartenance à l'élite comme un statut, dont il conviendrait de déterminer les différents critères, A. Duploux pro-

pose de substituer l'analyse de comportements qui seraient autant de modes de reconnaissance, visant à affirmer ou à conquérir une place plus élevée dans la hiérarchie sociale.

L'examen de tels comportements fait l'objet des six premiers chapitres qui constituent autant d'études de cas, portant sur des périodes différentes et sur diverses régions du monde grec, mais qui ont en commun la mise en lumière des stratégies de recherche de prestige.

« Énoncer une ascendance » est l'une de ces stratégies possibles. Les historiens, dans la continuité du schéma aristotélicien, ont longtemps vu là le trait caractéristique d'une noblesse de naissance, identifiable à l'élite de la période archaïque et bientôt mise en concurrence avec des élites économiques. La confrontation d'énonciations généalogiques, telles que les mettent en scène les textes littéraires et les groupes statuariers familiaux des monuments funéraires, montre au contraire que, des guerriers d'Homère aux personnages les plus en vue de l'Athènes démocratique, ce procédé fonctionne moins comme l'affirmation d'un statut que comme un instrument de reconnaissance sociale, plus ou moins efficace en fonction des époques et des contextes politiques.

L'utilisation des relations familiales à des fins de prestige ne se limite pas à l'ascendance mais passe aussi par les stratégies matrimoniales. Tel est l'objet du deuxième chapitre. L'exemple athénien des Pisistratides, des Alcéonides ou encore de Cimon prouve que « contracter un mariage » pour soi-même ou pour un parent proche, par le biais de l'exogamie ou de l'endogamie, est d'abord un moyen d'améliorer sa position personnelle dans la cité, par le jeu des alliances diplomatiques ou militaires, en même temps qu'un utile instrument de propagande familiale.

Les troisième et quatrième chapitres, respectivement intitulés « Récupérer la mort » et « Collectionner le monde », s'appuient essentiellement sur les sources épigraphiques et sur le matériel archéologique pour étudier la manière dont, dans les nécropoles – en Eubée, en Crète ou encore à Athènes –, la valorisation du défunt, par l'édification du monument funéraire, l'épithaphe ou le dépôt d'objets dont la valeur tient en grande partie à l'exotisme ou à l'histoire de leur transmission, s'effectue aussi, et peut-être surtout, au profit de la famille, en associant étroitement l'ordonnateur des funérailles à la gloire ainsi revendiquée pour le mort.

Les cinquième et sixième chapitres, enfin, s'appuient sur un corpus statuaire de Milet et de Samos pour montrer comment le déplacement de la nécropole vers le sanctuaire a permis d'affirmer de façon plus durable le prestige des dédicants, par le choix d'emplacements significatifs pour « s'inscrire dans l'espace » de façon ostensible et affirmer, à travers la topographie du sanctuaire, la revendication d'une place en vue dans la hiérarchie sociale. C'est également une démarche ostentatoire qui peut expliquer le recours à des ateliers de sculpture ou à des artistes spécifiques, éventuellement étrangers et prestigieux, dans le but d'offrir à la divinité et au regard de la communauté civique des offrandes dont l'originalité ou l'exotisme étaient susceptibles d'accroître la renommée personnelle du dédicant.

À partir des résultats auxquels ont abouti ces six études de cas, le septième chapitre ouvre des pistes de réflexion et propose, en synthèse, de voir dans le renouvellement continu des stratégies de prestige « l'esquisse d'une dynamique sociale ». Ce chapitre revient ainsi sur les postulats formulés dans l'introduction et étaye l'hypothèse de départ selon laquelle les pratiques de reconnaissance sociale n'avaient pas seulement pour fonction de faire « connaître une position sociale déjà acquise », mais de travailler « également – voire prioritairement – à sa construction » (p. 251), et dépassent largement le statut juridique et même politique du citoyen. La conclusion majeure sur laquelle débouche ce constat est que la cité grecque ne repose pas sur une hiérarchie figée autour d'un certain nombre de critères institutionnels ou sociaux, mais que cette hiérarchie se remodèle

sans cesse en fonction d'une multiplicité de facteurs dont savent jouer habilement les individus entreprenants.

Est ainsi remise en cause la conception selon laquelle l'histoire grecque aurait été rythmée, depuis le haut archaïsme jusqu'au ^ve siècle, par la naissance, la prédominance, puis le déclin d'une classe sociale, improprement qualifiée de « noblesse » ou d'« aristocratie ». Bien au contraire, il s'agit sur le temps long du renouvellement constant d'une élite dont la définition repose sur des critères multiples et complexes, susceptibles d'évoluer au gré des stratégies individuelles et de varier dans le temps et dans l'espace en fonction des modes de reconnaissance prioritairement mis en œuvre. Ainsi se devinent une forte mobilité sociale et des élites aux contours changeants, « en perpétuelle recomposition sociale » (p. 264).

Pour A. Duploux, ce dynamisme peut être relié à la culture de l'*agôn*, qui oppose les individus dans un système de compétition et d'émulation permanentes. Loin d'être le trait caractéristique d'une « aristocratie » archaïque, cette culture apparaît comme une recherche de promotion individuelle, commune aux différentes périodes – depuis la chute des palais mycéniens jusqu'au ^{iv}e siècle – et à tous les milieux (aux *basileis* homériques comme aux paysans d'Hésiode par exemple), mais peut-être pas uniformément à toutes les parties du monde grec, puisque l'auteur propose de voir dans l'idéal agonistique un trait culturel « ionien », bien plus qu'un trait de classe comme cela a souvent été affirmé.

La démonstration se clôt avec un retour au point de départ : la discussion sur la notion d'aristocratie et sur les dangers que recèle son utilisation historiographique. En figeant une catégorie, celle des *aristoi*, en termes de classe sociale, cette utilisation méconnaît la dynamique continue des stratégies de reconnaissance sociale ; en mettant délibérément l'accent sur le pouvoir, elle enferme cette catégorie dans un rôle institutionnel et ignore la diversité des modes de reconnaissance qui ont en réalité pour objectif le prestige bien plus que le pouvoir.

L'ouvrage de A. Duploux ne se présente pas comme une synthèse sur les élites grecques. Comme l'auteur le signale, l'enquête deman-

derait à être étendue à d'autres modes de reconnaissance, à d'autres cités, à d'autres corpus. Cependant, la méthode utilisée, qui consiste à tester une hypothèse générale sur un certain nombre de cas minutieusement étudiés à partir d'une documentation de nature variée, s'avère extrêmement stimulante par les pistes ainsi ouvertes et fort convaincante par les conclusions auxquelles elle aboutit. Elle s'avère aussi heureusement dérangeante dans la mesure où, au terme de l'ouvrage, le lecteur, convaincu par la remise en cause des concepts traditionnels d'aristocratie et de noblesse et des représentations qu'ils véhiculent, persuadé de l'inadéquation de toutes les traductions modernes du terme d'*aristos*, est invité à pratiquer le soupçon jusqu'au bout en évitant de projeter sur la notion même d'élite une quelconque réalité sociale préconçue.

EMMANUELE CAIRE

Claudia de Oliveira Gomes

La cité tyrannique. Histoire politique de la Grèce archaïque

Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2007, 230 p.

Issu d'une thèse, l'ouvrage de Claudia de Oliveira Gomes se propose d'étudier l'expérience tyrannique en Grèce ancienne et sa contribution au processus de politisation des sociétés de l'époque archaïque. Si, depuis une quinzaine d'années, plusieurs études importantes, centrées sur les hiérarchies sociales ou les pratiques culturelles communautaires, ont profondément renouvelé notre connaissance des sociétés archaïques, la spécificité proprement politique et institutionnelle du fait tyrannique a constitué un champ d'étude quelque peu délaissé – tout particulièrement dans l'historiographie française. À cet égard, la démarche de l'auteur, qui revendique une « authentique histoire politique de l'archaïsme grec » largement inspirée des cadres conceptuels de l'anthropologie politique classique, apparaît profondément originale. La violence qui entoure la légende noire de la tyrannie, loin d'être anecdotique, y est envisagée comme l'indice du bouleversement des relations politiques qu'auraient

connu les communautés grecques des VII^e et VI^e siècles, caractérisé avant tout par un processus d'étatisation, sous lequel il convient d'entendre, selon la perspective weberienne traditionnelle, l'exercice monopolistique de la violence et, plus largement, la « désocialisation » de l'autorité politique.

L'ensemble du livre est organisé en trois ensembles d'ampleurs très inégales. La première partie (la plus longue) décline thématiquement les mutations principales imputables aux régimes tyranniques. L'auteur invite en premier lieu à observer l'impasse politique à laquelle étaient parvenues les sociétés du haut archaïsme. Dans le cadre de régimes politiques qualifiés de « chefferies aristocratiques », celles-ci auraient été impuissantes à construire les cadres de décisions politiques susceptibles de recueillir le consentement de l'ensemble de la communauté. En l'absence de tout pouvoir de contrainte centralisé, la scission d'une partie de ses membres constituait le mode traditionnel de résolution du conflit. Le second chapitre met précisément en évidence la façon dont, au-delà des variantes institutionnelles propres aux diverses expériences tyranniques, la spécificité de l'expérience tyrannique réside dans la monopolisation des pouvoirs de coercition. C. de Oliveira Gomes explore ensuite l'évolution de la représentation de l'espace politique sous l'effet des régimes tyranniques, qui seraient souvent à l'origine d'un processus de centralisation et d'abstraction du territoire communautaire. Dans plusieurs cités, l'apparition d'un « domaine public » constituerait même un héritage de leur phase tyrannique. Le quatrième chapitre s'intéresse plus précisément aux redéfinitions de la citoyenneté dont les tyrans auraient été les agents. Les manipulations du corps civique entreprises sous leur égide, tout comme l'intégration de nouveaux citoyens au sein de la communauté, témoigneraient d'un processus de « désocialisation » – et, donc, une politisation – de l'appartenance communautaire, désormais partiellement déconnectée des structures collectives traditionnelles. Le cinquième chapitre aborde, enfin, les spécificités de l'économie tyrannique. Les projets de redistributions foncières attestés par les sources, tout comme l'apparition des premières monnaies sont autant d'étapes décisives dans l'avè-